



Effet de la décentralisation sur les dépenses publiques locales au Cameroun

Effects of decentralisation on local public spending in Cameroon

Jean Raoul NKOUDOU BENGONO	Boniface Ngah EPO *
raoul.bengono@gmail.com	epongahb@yahoo.fr
University of Yaounde II, (Cameroun)	University of Yaounde II, (Cameroun)

Submitted:10/05/2025

Accepted:28/05/2025

Published:30/06/2025

Abstract

This study investigates the effects of fiscal decentralisation on local public spending in Cameroon, using a panel dataset of 213 municipalities over the period 2010–2020. The research aims to assess how the transfer of fiscal and administrative responsibilities from the central government to local authorities influences both operational and investment expenditures at the municipal level. Methodologically, the analysis employs ordinary least squares (OLS), fixed effects, and system GMM estimators to address endogeneity and unobserved heterogeneity, with local public spending (including both operating and investment outlays) as the dependent variable and fiscal decentralisation—measured as the share of municipal expenditures in total expenditures—as the key independent variable. Control variables include local revenues, urbanisation, central government subsidies, conflict incidence, and mayoral tenure.

Key findings indicate that fiscal decentralisation has a positive and statistically significant impact on both operational and investment spending, with a more pronounced effect on investment expenditures. The results underscore the importance of increasing central government transfers to municipalities to enhance local public investment. However, the study also highlights the negative impact of urbanisation and conflict on local public spending. The findings are robust across various model specifications and support the theoretical arguments of improved allocative efficiency and inter-jurisdictional competition under decentralised governance.

The research suggests that further decentralisation, coupled with increased fiscal transfers and capacity-building for local governments, can improve the targeting and efficiency of public service delivery in Cameroon. Policymakers should consider these results when designing reforms to strengthen local governance and public finance management.

Keywords: Decentralisation, Local public spending, Local governance, Cameroon

JEL Classification: D73, H71, H77

International journal of economic performance/ © 2024 The Authors. Published by the University of Boumerdes, Algeria.

This is an open access article under the CC BY license (<http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>)

* Auteur correspondant

Introduction

La décentralisation a joué un rôle majeur dans les programmes de réformes institutionnelles à travers le monde (Banque mondiale 2003). Les pressions internes et externes ont contraint de nombreux pays en développement à octroyer davantage de pouvoirs politique, administratif et financière aux collectivités locales (Sanogo, 2019). Ainsi, comprendre comment ces réformes affectent les finances publiques locales revêt donc une importance politique cruciale.

Le processus de décentralisation en marche au Cameroun depuis 2010 offre une expérience naturelle à grande échelle pour étudier l'effet de la décentralisation financière sur les finances publiques locales (Tchituoua et Onana, 2020). Ledit processus a conduit à un transfert des compétences et des ressources aux collectivités locales, tandis que l'introduction des élections locales, avait pour finalité d'accroître la responsabilité électorale au niveau local. Tous ces changements ont été introduits dans le but d'améliorer les politiques publiques locales.

Pourtant d'un point de vue théorique, les effets de la décentralisation sur les résultats budgétaires sont a priori flous (Bird et al., 2006 ; Caldeira et al, 2014 ; Amoussouga et al, 2015 ; Kis-Katos et Sjahrir, 2017 ; Clovis et al., 2018 ; Sanogo, 2019). En effet, la décentralisation constitue un moyen efficace de résolution des problèmes liés à l'amélioration de la fourniture de services sociaux de base. A l'origine de ces effets, deux mécanismes ont généralement été considérés : le principe de proximité et celui de compétition. Rapprochant les décideurs politiques des citoyens, la décentralisation améliore la connaissance des besoins et préférences des populations par les décideurs (Hayek, 1948), la redevabilité et l'efficacité des gouvernements locaux (Seabright, 1996). Par la compétition inter-juridictionnelle qu'elle induit, la décentralisation permet une meilleure adéquation de l'offre de biens et services publics aux préférences des habitants (Tiebout, 1956 et Oates, 1972) et incite les gouvernements locaux à plus d'efficacité en matière d'accroissement de l'accès des populations aux services sociaux de base (Salmon, 1987, Besley et Case, 1995, Dafflon et Madiès, 2008, Housounon, 2016).

Cependant, récemment, les arguments d'un nouveau courant de la littérature, le New Fiscal Federalism, ont toutefois révélé certains écueils dans ce raisonnement (Amoussouga et al., 2015). Selon Lockwood (2002), Besley et Coate (2003), la décentralisation peut s'avérer défaillante en présence d'économies d'échelle ou d'externalités inter-juridictionnelles. Les particularités des pays en développement remettent en cause la pertinence des principes de proximité et de compétition. D'une part, ceux-ci reposent sur plusieurs hypothèses peu réalistes dans les pays les plus

pauvres : l'existence d'une démocratie locale, la mobilité inter-juridictionnelle des habitants ou encore l'existence de capture par les élites locales (Prud'homme, 1995 et Bardhan, 2002). D'autre part, l'insuffisance des capacités techniques, administratives ou fiscales des gouvernements locaux est particulièrement marquée dans les pays en développement.

Dès lors, l'objectif de cette étude est d'examiner l'effet de la décentralisation sur les dépenses publiques locales au Cameroun. Cette étude contribue à la littérature en ce qu'au Cameroun, les travaux sur la décentralisation se limitent à examiner l'effet de la décentralisation sur l'accès aux services sociaux (Onana & Tchitchoua, 2018 ; Fouopi et al, 2024), la corruption (Tchitchoua et Onana, 2020). A notre connaissance, cette étude est la première qui met en relation l'effet de la décentralisation fiscale sur la structure des dépenses publiques au Cameroun. Le reste de l'article est organisé comme suit : nous passons en revue la littérature dans la section 1 ; nous discutons de la méthodologie de recherche dans la section 2, dans la section 4, nous présentons et discutons nos résultats et la dernière section conclut.

2. Revue de la littérature

Les travaux empiriques sur la décentralisation et les dépenses publique se focalisent sur la composition des dépenses publiques. Cependant, les études existantes se concentrent sur les investissements dans l'éducation, la santé, l'assainissement et les routes.

De Sousa et Do Monte (2021) dans leurs études sur la décentralisation fiscale et la composition des dépenses publiques trouvent que, la décentralisation fiscale affecte positivement l'ensemble des dépenses publiques des municipalités. Leur échantillon couvre 5565 municipalités Brésiliennes entre 2010 et 2016. Toutefois, leurs résultats diffèrent selon la mesure de la décentralisation fiscale adoptée. La décentralisation mesurée par les recettes affecte négativement les dépenses courantes (le personnel) et positivement les dépenses d'investissements. La décentralisation mesurée par les transferts quant à elle a un plus grand effet sur les dépenses sociales. Benassy-Quéré et al (2007) et Busemeyer (2008) montrent également que la décentralisation fiscale a un effet positif et significativement sur les dépenses sociales et les dépenses d'investissements des administrations locales.

De Gruyer (2017) analyse l'effet de la décentralisation fiscale sur les dépenses publiques dans 23 pays de l'OCDE entre 1995 et 2013. L'auteur trouve que la décentralisation mesurée par les dépenses a un effet négatif sur l'ensemble des dépenses publiques et plusieurs de ses composantes. Dans le long terme, la décentralisation n'a pas d'effet sur

l'ensemble des dépenses publiques. Brennan & Buchanan (1980) trouvent également que la décentralisation fiscale peut entraîner une diminution des dépenses publiques.

Faguet (2004) a montré qu'en Bolivie, la décentralisation a donné plus de pouvoir aux districts les plus petits et les plus pauvres, ce qui s'est traduit par une plus grande réactivité globale aux besoins locaux et par une réorientation des dépenses publiques vers l'éducation, la santé et l'assainissement. La décentralisation a donc entraîné une augmentation des investissements dans le capital humain et les services sociaux, les régions les plus pauvres du pays choisissant les projets en fonction de leurs besoins les plus importants. Pour Solé-Ollé et Esteller-Moré (2005), les dépenses d'investissement des provinces espagnoles dans les routes et l'éducation sont devenues plus réactives aux changements de production après la décentralisation. Dans le même ordre d'idées, Barankay et Lockwood (2007) ont constaté en Suisse que l'augmentation de la part des dépenses d'éducation des comtés locaux par rapport aux cantons suisses améliore les résultats de l'éducation.

Rondinelli et al. (1983) constatent que le gouvernement est plus réceptif aux besoins locaux en Papouasie-Nouvelle-Guinée grâce à l'amélioration de la capacité des administrateurs provinciaux, d'une part, et qu'il améliore l'accès des habitants des zones rurales négligées aux ressources du gouvernement central dans les pays en développement (Indonésie, Maroc, Pakistan, Thaïlande et Tunisie), d'autre part. Manor (1999) trouve également des preuves que la décentralisation a amélioré la réactivité du gouvernement aux Philippines, en Côte d'Ivoire et en Inde.

Li et Zheng (2017) dans leur étude sur la décentralisation fiscale et les dépenses des biens et services sociaux trouvent que les administrations locales préfèrent les projets liés aux dépenses sociales des résidents. Del Granado et al (2018) trouvent que la décentralisation augmente dans le domaine comme la santé.

Une autre partie de la littérature ne trouve aucune preuve de réactivité aux besoins locaux. En 1990, Samoff a constaté que les données relatives à la réactivité étaient fortement négatives. Cela signifie que les programmes de décentralisation dans le monde ont largement échoué (Faguet, 2004). Il va plus loin en montrant qu'avec la décentralisation, les capacités locales n'ont ni renforcé ni amélioré les programmes locaux. En effet, les gouvernements locaux ont été neutralisés par des mécanismes élaborés de supervision et de contrôle centraux. Cette affirmation a été soutenue par Slater (1989) à l'aide d'un exemple en Tanzanie.

Bien que la décentralisation fiscale améliore la réactivité des gouvernements locaux en augmentant l'investissement public local, la proximité entre les décideurs et la population peut en fait augmenter le risque de capture locale et de corruption (Prud'homme 1996 ; Arends 2017). Cela peut avoir un impact négatif sur la performance des gouvernements locaux et conduire à une prestation de services publics plus coûteuse et faussée (Lagravinese & Paradiso 2012 ; Treisman 2002).

La corruption est coûteuse en termes d'efficacité d'allocation et de production. Elle conduit, d'une part, à fournir des services pour lesquels les niveaux de pots-de-vin sont plus élevés (plutôt que ceux pour lesquels il existe une demande) et, d'autre part, à éviter les stratégies qui augmentent les coûts, favorisent les technologies inefficaces et font perdre du temps, en raison de la corruption. Prud'homme souligne plusieurs raisons qui démontrent la prévalence de la corruption au niveau local. Tout d'abord, les opportunités de corruption sont probablement plus nombreuses au niveau local, car les politiciens et les bureaucrates locaux sont davantage soumis des groupes d'intérêt locaux dans des domaines tels que la fiscalité ou les autorisations. D'autre part, les fonctionnaires locaux disposent généralement d'une plus grande marge de manœuvre. Étant donné que les fonctionnaires locaux passent généralement leur carrière au même endroit, ils peuvent facilement établir des relations contraires à l'éthique avec les groupes d'intérêt locaux.

En outre, les obstacles à la corruption sont moins nombreux au niveau local qu'au niveau national (Caldeira et al 2014). Dans de nombreux cas, la corruption nécessite la coopération entre les politiciens et les bureaucrates. Au niveau local, la distinction entre les deux est généralement moins rigoureuse. En général, les bureaucrates locaux sont moins indépendants des politiciens locaux. Les processus de contrôle et d'audit sont généralement mieux développés au niveau national qu'au niveau local. En outre, l'influence et le contrôle exercés par les médias ne sont pas suffisamment forts et ne parviennent donc pas à exercer leur fonction de dissuasion. Tanzi (1994) estime que la corruption est plus répandue dans les communes, car elle est stimulée par la proximité géographique des agents, qui facilite les relations personnelles. Selon Tanzi (1996), dans les pays en développement, en rapprochant la population des gouvernants, la décentralisation peut amplifier les actes de favoritisme. Lorsque les fonctionnaires locaux cohabitent avec la population, l'influence des groupes d'intérêt est plus accentuée et peut donc conduire à plus de corruption.

Si la proximité entre les fonctionnaires locaux et la population est considérée comme un facteur d'augmentation de la corruption, la concurrence entre les municipalités vise plutôt à réduire la corruption. En votant avec leurs pieds (Tiebout 1956), les citoyens, et en particulier les investisseurs, peuvent encourager les décideurs locaux à améliorer l'efficacité de leurs politiques publiques (Tchitchoua et Onana 2020). En raison de la mobilité entre les juridictions, les municipalités se font concurrence pour attirer les

populations et accroître leur assiette fiscale. Cela rend les fonctionnaires locaux plus responsables et réduit les actes de corruption, car ils s'efforcent d'offrir des services publics de la meilleure qualité possible au moindre coût (Qian & Roland, 1998).

Les États démocratiques modernes comptent plusieurs centres de pouvoir autonomes (Breton 1996). Ces centres de pouvoir sont en concurrence les uns avec les autres pour fournir les biens et services publics demandés par la population. Son analyse montre que les comportements opportunistes et corrompus résultent d'un environnement dominé par des situations d'asymétrie informationnelle. Le nombre de poches de pouvoir est l'un des déterminants de ce type de comportement. La littérature indique que la corruption est plus répandue lorsque le nombre de centres de pouvoir est faible. En effet, il est plus facile pour un petit nombre de se réunir et de tromper la population (Tchitchoua & Onana, 2020). A cet effet, la concurrence entre plusieurs ménages réduit la possibilité pour les fonctionnaires de demander des pots-de-vin et limite les actes de corruption.

3. Données et méthodologie

3.1 Présentation des données

Nous utilisons un panel de 213 collectivités territoriales décentralisées (CTDs) sur la période 2010-2020. Ce nombre de CTDs et la période d'étude ont été choisies d'une part en raison de la disponibilité des données et d'autre part parce que l'année 2010 marque le tournant de la décentralisation au Cameroun. Les données utilisées dans ce chapitre proviennent de différentes sources. Une partie des données budgétaires a été obtenue à partir des comptes administratifs. Ces comptes ont été fournis par la direction des collectivités territoriales décentralisées de l'ancien ministère de la décentralisation et de l'administration territoriale (MINATD). L'autre partie a été obtenue auprès du ministère de la décentralisation et du développement local créé depuis 2018 et du fond spécial d'équipement et d'intervention intercommunale (FEICOM). Les données sur la corruption proviennent de la Cour des comptes de la Cour suprême. En effet, à partir de l'exploitation des registres d'audiences tenus par cette juridiction financière, nous avons obtenu les condamnations des dirigeants des collectivités décentralisées (CTD) camerounaises pour des faits de corruption sur la période 2010-2020. Les informations sur l'appartenance politique des élus locaux, la durée du mandat du maire et la population des communes proviennent de l'analyse des annuaires statistiques annuels du ministère de l'Administration territoriale et du bureau central de recensement et d'études démographiques (BUCREP). Les informations sur le taux d'urbanisation proviennent de l'exploitation des plans communaux de développement de chacune des 213 communes retenues dans notre étude affichée sur le site du Programme National de Développement Participatif (PNDP).

3.2 Description des variables

Notre variable dépendante est la somme des dépenses publiques locales. Elle est composée des dépenses de fonctionnement et d'investissements. Les dépenses de fonctionnement captent l'ensemble des dépenses courantes dont les communes ont la charge. Il s'agit des salaires des employés de la commune, des factures d'électricité ou de l'eau et l'achat du mobilier de bureau. Les dépenses d'investissements captent les ressources fiscales dépensées pour investir dans les infrastructures publiques (éducation, santé, eau...). Cette variable a été utilisée par Kis-Katos et Sjahrir (2017) dans leur étude de l'impact de la décentralisation fiscale et politique sur l'investissement public local en Indonésie. Entre 2019 et 2021, 294 738 752 254 FCFA ont été alloués à l'investissement public (MINDDEVEL, 2023).

Notre variable indépendante est la décentralisation fiscale. Nous utilisons la décentralisation fiscale (DF) comme variable indépendante. La décentralisation fiscale est ici mesurée par la part des dépenses municipales dans les dépenses totales des municipalités (Banque mondiale, OCDE). Cette mesure a été couramment utilisée par divers auteurs dans des études sur la décentralisation fiscale (Caldeira 2011 ; Gemmell, Kneller et Sanz 2013 ; Sanogo 2019).

Une série de variables de contrôle a été utilisée afin d'avoir une bonne appréciation de l'effet de la décentralisation fiscale sur l'investissement public local. Ces variables sont les suivantes : Les recettes propres des communes. Le niveau des recettes mobilisées par une commune est susceptible d'affecter le montant que cette municipalité affectera à l'investissement dans les infrastructures publiques. Il existe un lien direct entre les recettes locales et l'investissement public local. Une augmentation des recettes mobilisées est susceptible d'entraîner une augmentation de l'investissement public local et une diminution des recettes locales entraîne une diminution de l'investissement public local. L'urbanisation, qui peut être définie comme des zones ayant une forte densité de population, un faible pourcentage de ménages agricoles et une grande accessibilité aux équipements urbains tels que les écoles, les marchés, les hôpitaux, le téléphone et l'électricité, la population d'une municipalité est un facteur important pour l'investissement public local. À mesure que la population augmente, la demande d'infrastructures publiques s'accroît. Pour répondre à cette demande, les gouvernements locaux doivent augmenter leurs investissements. Le conflit a des effets néfastes sur la stabilité (économique ou politique) d'un pays car il n'attire pas les investisseurs, cause la fuite des cerveaux, accroît le chômage. Ainsi, plus une localité est dans un conflit, plus elle est incapable de se développer, d'attirer les populations et de mobiliser des recettes. De ce fait, ces localités ne disposeront pas de ressources financières suffisantes pour couvrir leurs besoins. Le conflit vaut 1 si une commune a connu des conflits durant la

période d'étude et 0 sinon. Certaines régions du Cameroun ont connu des troubles depuis 2016. Ce qui a potentiellement joué sur les dépenses des communes de ces régions.

Les subventions reçues par les municipalités de la part du gouvernement central constituent un autre facteur important pour l'investissement public local. En général, les subventions sont considérées comme une condition d'une décentralisation efficace en Afrique subsaharienne, car les municipalités de cette région disposent de peu de revenus pour investir dans les infrastructures publiques. La durée du mandat d'un maire est également susceptible d'affecter le niveau d'investissement public. En effet, Lewis et al (2020) ont constaté dans leur étude sur l'Indonésie que les maires qui en sont à leur deuxième mandat dépensent beaucoup moins pour l'éducation et la santé et plus pour les infrastructures, gèrent leur budget avec moins de soin et fournissent des services publics moins efficaces que ceux qui en sont à leur premier mandat. Le tableau 1 résume la description et la source des variables choisies dans notre étude.

Tableau 1 : Source et description des données

Variable	Description	Source
Dépenses publiques locales (DPL)	La somme totale des dépenses publiques locales	MINATD, MINDDEVEL, FEICOM
Dépenses de fonctionnement (TDF)	L'ensemble des dépenses courantes des communes	MINATD, MINDDEVEL, FEICOM
Dépenses d'investissement (TDI)	L'ensemble des ressources dépensées pour investir dans les infrastructures publiques	MINATD, MINDDEVEL, FEICOM
Décentralisation fiscale (DF)	La part des dépenses municipales dans les dépenses totales des municipalités	MINATD, MINDDEVEL, FEICOM
Recettes locales (RL)	Le montant total des recettes mobilisées par chaque municipalité, à l'exclusion des subventions	MINATD et MINDDEVEL
Subventions (SUB)	Le montant total des subventions transférées à une municipalité	MINATD, MINDDEVEL et FEICOM
Corruption	Condamnations des exécutifs communaux	Chambre des comptes de la Cour suprême
Conflit	Si une municipalité a été confrontée à un conflit ou non	MINATD
Urbanisation (URBA)	Part de la population vivant en milieu urbain	PCDs
Mandat	Si l'exécutif communal en est à son deuxième mandat ou non	Statistiques annuelles du Ministère de l'Administration Territoriale

Source : auteurs

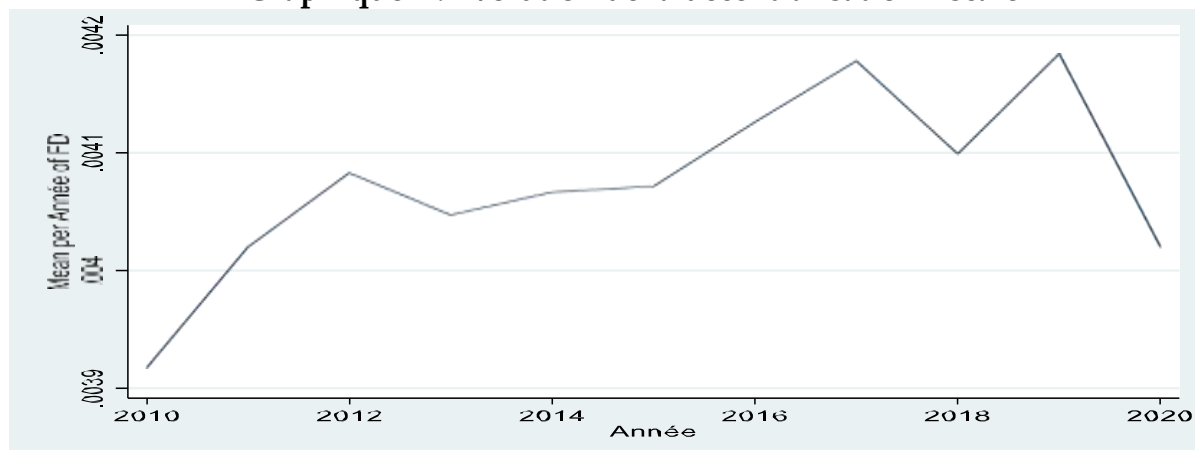
4. Résultats de la recherche

4.1 Résultats de l'analyse descriptive

Dans cette section, nous présentons quelques preuves de la relation qui existe entre la décentralisation fiscale et l'investissement public local. Le graphique 1 ci-dessous montre

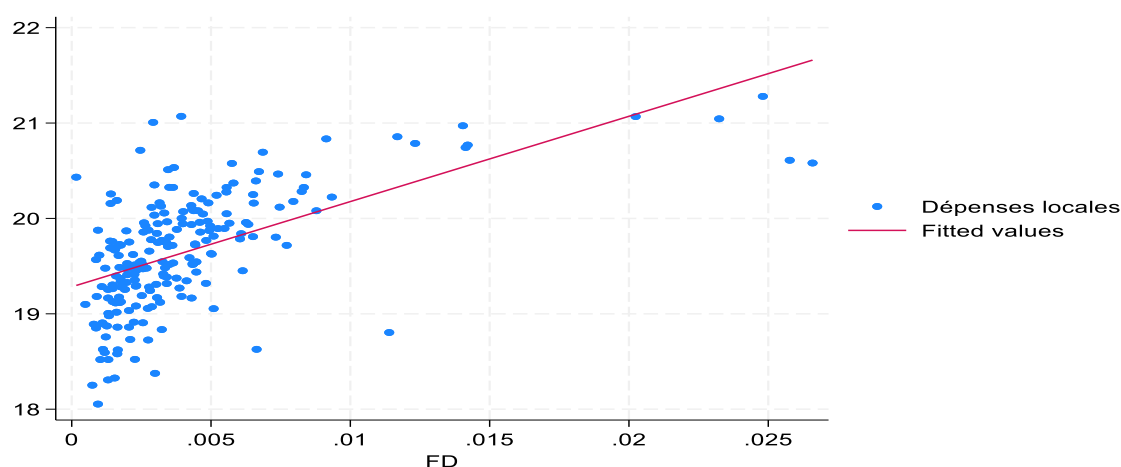
qu'il existe une relation positive entre la décentralisation fiscale et l'investissement public local. Cela signifie qu'une augmentation de la décentralisation fiscale entraîne une augmentation de l'investissement public local dans les différents CTDs mobilisées dans cette étude.

Graphique 1 : Évolution de la décentralisation fiscale



Source : auteurs.

Graphique 2 : Corrélation graphique entre la décentralisation fiscale et dépenses publiques locales



Source : auteur

Le tableau 2 ci-dessous présente les statistiques descriptives de nos variables. Dans un échantillon de 2343 observations, l'investissement public local est en moyenne de 284 millions de FCFA. Il existe une disparité entre les communes. Dans certaines communes, il n'y a pas eu d'investissement alors que dans d'autres, on observe un investissement maximum d'environ 422 milliards de FCFA. En ce qui concerne la décentralisation fiscale, on constate qu'elle est encore faible. Les CTDs mobilisent en moyenne 230 millions de FCFA. Du fait de certaines spécificités et caractéristiques de ces CTDs, il y a une différence dans les recettes mobilisées. Certains CTDs, mobilisent au minimum 350 000 FCFA et d'autres au maximum 602 milliards FCFA. En moyenne, 62% de la population

vit en milieu urbain. Nous avons des élus qui n'ont fait qu'un seul mandat alors que d'autres ont un maximum de 2 mandats.

Tableau 2: Statistiques descriptives

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
Depenses locales	2343	4.631e+08	3.700e+08	16725000	7.272e+09
Depenses de fonctionnement	2343	1.785e+08	2.378e+08	974812	6.912e+09
Depenses d'investissements	2343	2.846e+08	2.337e+08	0	4.222e+09
Decentralisation fiscal	2343	-3.684	1.371	-5.538	0
Recettes propres	2343	2.306e+08	2.577e+08	350000	6.021e+09
Urbanisation	2343	.62	.64	.021	2.883
Mandat	2343	1.34	.474	1	2
Subventions	2343	34334228	62588459	-1051854	1.815e+09
Conflit	2343	.16	.367	0	1

Source: auteur

Tableau 3: Matrice de correlation

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
(1) DPL	1.000								
(2) TDF	0.789	1.000							
(3) PI	0.780	0.231	1.000						
(4) DF	0.156	0.095	0.150	1.000					
(5) RP	0.434	0.418	0.261	0.125	1.000				
(6) URBA	0.068	0.169	-0.065	0.183	0.181	1.000			
(7) Mandat	0.021	0.002	0.031	0.020	0.071	0.044	1.000		
(8) SUB	0.203	0.169	0.149	0.065	0.186	0.129	-0.058	1.000	
(9) Conflit	-0.049	-0.006	-0.071	0.203	-0.016	0.124	-0.080	-0.044	1.000

Source: auteur

Nous mesurons l'effet de la décentralisation fiscale sur l'ensemble des dépenses publiques locales. On s'attend à ce que, plus un pays ou une municipalité est décentralisé, plus cette dernière dispose de ressources financières pour répondre aux besoins de la population locale. Cette réponse se fait en termes de fourniture de services sociaux et d'infrastructures publiques. Pour mener à bien notre enquête, nous allons adopter le modèle de Krisztina (2017) et Faguet (2008). Le modèle est le suivant :

$$\ln DPL_{i,t} = \alpha + \beta_1 DF_{i,t} + \beta_2 \ln RL_{i,t} + \beta_3 Urb_{i,t} + \beta_4 SUB_{i,t} + \beta_5 Mandat_{i,t} + \beta_6 Conflit_{i,t} + \mu_i + e_{i,t} \quad (1)$$

La variable dépendante $\ln DPL_{i,t}$ représente le logarithme des dépenses publiques locales de la municipalité i au cours de l'année t . Ce montant mesure d'un côté les dépenses de fonctionnement pour la gestion des charges courantes d'une commune et de l'autre côté, les dépenses d'investissements consacrées à l'extension et à l'entretien des infrastructures publiques dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'assainissement et de l'eau. $e_{i,t}$ est le terme d'erreur et μ_i capte les effets communs spécifiques non observés. α et β_i sont les paramètres à estimer dans le modèle.

Nous appliquons un certain nombre de techniques d'estimations pour obtenir nos résultats. Tout d'abord, nous mettons en œuvre une régression par les moindres carrés ordinaires (MCO) de la décentralisation fiscale sur les dépenses publiques locales. Ensuite, nous utilisons des estimateurs à effets fixes et aléatoires pour tenir compte de l'hétérogénéité non observée et, enfin, nous traitons la question de l'endogénéité potentielle en utilisant un système GMM.

Pour estimer l'équation (1) ci-dessus, nous utilisons la méthode des MCO car elle est simple à mettre en œuvre. Toutefois, cette technique d'estimation ne tient pas compte de certaines différences non observées qui peuvent fausser l'estimation des paramètres. Pour contrôler cette hétérogénéité potentielle non observée, nous estimons le modèle suivant à l'aide d'estimateurs à effets fixes et à effets aléatoires. Le modèle à l'effet fixe (EF) est un modèle approprié pour analyser l'impact de variables qui varient au fil du temps. L'effet fixe explore la relation entre les variables prédictives (variables indépendantes) et les variables de résultats au sein d'une entité. Chaque entité possède certaines caractéristiques différentes des autres et ces différentes caractéristiques peuvent influencer ou non la variable prédictive. On suppose que quelque chose au sein de l'individu peut influencer ou biaiser les variables prédictives ou les variables de résultat lors de l'utilisation de EF et que cela doit être contrôlé (Torres-Reyna, 2007). Le modèle à EF supprime l'effet de ces caractéristiques invariantes dans le temps pour évaluer l'effet net des variables prédictives sur la variable de résultat.

Une autre hypothèse du modèle à EF est l'unicité des caractéristiques invariantes dans le temps pour l'individu et elles ne doivent pas être corrélées avec d'autres caractéristiques individuelles. Chaque entité étant différente, le terme d'erreur de l'entité et la constante (capturant les caractéristiques individuelles) ne doivent pas être corrélés avec les autres. S'il existe une corrélation entre les termes d'erreur, l'effet fixe n'est pas plus approprié car les inférences peuvent ne pas être correctes. L'effet fixe a été préféré à l'effet aléatoire. Pour décider entre les effets fixes et les effets aléatoires, vous pouvez effectuer un test de Hausman, où l'hypothèse nulle est que le modèle préféré est celui des effets aléatoires par rapport à l'autre modèle, celui des effets fixes (Green, 2008). Il teste essentiellement si les erreurs uniques (u_i) sont corrélées avec les régresseurs, l'hypothèse nulle étant qu'elles ne le sont pas. Si le $\text{prob} < \chi^2$ est $< 0,05$ (c'est-à-dire significatif), il faut utiliser les effets fixes. D'après nos résultats, nous pouvons voir que $\text{prob} < \chi^2$ est de 0,002, ce qui est significatif. Les résultats de l'effet aléatoire et du test de Hausman sont présentés dans les annexes 1 et 2.

Le modèle à effet fixe a été préféré au modèle à effet aléatoire comme modèle de base. Bien qu'il contrôle certaines caractéristiques invariantes dans le temps, un problème d'endogénéité existe dans notre spécification. Il s'agit d'un problème important qui doit être traité pour que nos résultats soient convaincants. Avant de traiter le problème de l'endogénéité, nous devons faire la lumière sur ses sources potentielles. Comme le souligne la littérature, l'endogénéité a trois sources. Premièrement, la causalité inverse : les dépenses publiques locales peuvent être endogènes, et il est donc probable que les

dépenses publiques locales aient un effet de rétroaction sur la décentralisation fiscale. Il existe également une double causalité entre les recettes propres locales et les subventions des communes et l'investissement public local. Les recettes propres locales et les subventions sont susceptibles d'augmenter les dépenses publiques futures dans les municipalités. La deuxième source est l'erreur de mesure : les mesures des dépenses publiques ou même de la décentralisation fiscale sont entachées d'erreurs de mesure, en particulier dans le cas d'une étude au niveau sous-national. Troisièmement, le biais d'omission des variables : des variables très importantes, inexistantes ou difficiles à collecter au niveau local, peuvent être omises du modèle de régression. Or, ce sont des déterminants cruciaux des dépenses publiques au niveau local.

Afin de corriger ce problème d'endogénéité, nous utilisons une approche par variables instrumentales, à savoir le GMM dans le système. Le GMM a l'avantage de traiter l'endogénéité de toutes les variables dépendantes à l'aide d'instruments internes. En outre, le GMM produit des instruments valides.

Le modèle dynamique à estimer est spécifié comme suit :

$$\ln DPL_{i,t} = \alpha + \beta_1 \ln DPL_{i,t-1} + \beta_2 DF_{i,t} + \beta_3 \ln RP_{i,t} + \beta_4 URBA_{i,t} + \beta_5 \ln SUB_{i,t} + \beta_6 Mandat_{i,t} + \beta_7 Conflit_{i,t} + \mu_i + \nu_t + e_{i,t} \quad (2)$$

Où $\ln DPL_{i,t-1}$ est le niveau décalé d'une période des dépenses publiques. Il traduit la relation entre les dépenses publiques existantes et celles de l'année précédente. Il a été linéarisé sur la période de temps pour avoir une moyenne de zéro et un écart-type d'un. ν_t capte l'effet temporel spécifique commun à toutes les communes. $DF_{i,t}$ représente la décentralisation fiscale dans le CTD i l'année t, $\ln RP_{i,t}$ les recettes propres locales, $URBA_{i,t}$ l'urbanisation, $\ln SUB_{i,t}$ les subventions reçues du gouvernement central et $Mandat_{i,t}$ le nombre de mandats exercés par un élu du CTD i au cours de l'année t.

L'estimateur GMM en différence (GMM-D) a été introduit par Arellano & Bond (1991), Arellano & Bover (1995). Cette méthode est fréquemment utilisée dans la littérature pour corriger les problèmes d'endogénéité et d'hétéroscédasticité. Ainsi, Blundell & Bond (1998) ont amélioré cet estimateur et ont mis au point l'estimateur GMM en système (GMM-S), qui est plus approprié pour corriger les problèmes d'endogénéité des variables explicatives. Si le GMM-S semble en théorie et en pratique plus efficace que le GMM-D, il utilise plus d'instruments que ce dernier, ce qui le rend particulièrement inapproprié lorsque la dimension individuelle est faible (Roodman, 2009). Cependant, la quasi-stationnarité des variables et l'absence d'autocorrélation des résidus est une garantie d'obtenir de bons estimateurs. Comme nos variables sont principalement de nature quantitative, il pourrait y avoir un risque d'erreurs de mesure. Les caractéristiques du GMM-S permettent de corriger les éventuels problèmes de multicollinéarité et de biais de variables omises.

4.2 Résultats des analyses économétriques

4.2.1 Résultats de base

Le tableau 3 ci-dessous présente les résultats de l'estimation de notre modèle. Nous constatons que la décentralisation fiscale a un effet positif et significatif (1%) dans les différents modèles (colonnes 1 à 8). Les colonnes 1 (MCO) et 3 (EF) montrent la relation bivariée entre la décentralisation fiscale et les dépenses publiques locales. L'augmentation d'un point de décentralisation fiscale conduit à une augmentation des dépenses publiques locales de 0,064% (5). Ceci peut s'expliquer par le fait que les CTDs disposent d'un certain degré d'autonomie qui peut les aider à couvrir leurs charges courantes et investir davantage dans les infrastructures publiques dont la population a besoin. Aussi les dépenses publiques augmentent avec la décentralisation car les décideurs locaux détiennent plus d'information sur les besoins sociaux des populations (Hayek, 1945 ; Tiebout 1956; Oates, 1972). Une forte demande des services (sociaux (éducation, santé, eau, électricité, route) au sein d'une commune va contraindre les décideurs locaux d'augmenter leurs dépenses en infrastructures pour répondre à cette demande.

La concurrence juridictionnelle entre les municipalités peut également expliquer cette augmentation de l'investissement public local. Les infrastructures publiques peuvent être considérées comme des facteurs qui attirent les citoyens et même les investisseurs. Par conséquent, une municipalité doit investir davantage dans les infrastructures publiques pour être plus attrayante. Ces résultats sont en accord avec la théorie de Tiebout qui stipule que, suivant les approches théoriques de Tiebout (1956) et Oates (1972), la concurrence entre les municipalités devrait améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande de biens et services publics et promouvoir une plus grande efficacité des politiques publiques.

Concernant nos variables de contrôle, elles ont toutes un effet positif et significatif sur l'investissement public local à l'exception du niveau d'urbanisation dont le coefficient est négatif. Plus précisément, une augmentation de 1% des recettes propres locales entraîne une augmentation des dépenses publiques locales de 0,342% (5). Les recettes propres locales représentent la capacité financière d'une municipalité. Lorsqu'une municipalité contrôle un certain nombre de taxes, elle est considérée comme financièrement autonome. Cette autonomie donne aux municipalités suffisamment de pouvoir pour décider de la manière dont elles gèrent leurs recettes. Leur principal objectif étant de satisfaire les besoins de la population et d'être attractives, elles augmenteront leurs dépenses.

L'urbanisation, définie comme le pourcentage de la population vivant dans des zones urbaines, a un effet significatif et négatif sur les dépenses publiques. Un pourcentage d'augmentation de l'urbanisation entraîne une baisse des dépenses publiques locales de 0,084 (5). Cela peut s'expliquer par le fait que les zones urbaines sont caractérisées par un faible pourcentage de ménages agricoles et une grande accessibilité aux équipements urbains tels que les écoles, les marchés, les hôpitaux, le téléphone et l'électricité. Par conséquent, ces zones ne constituent pas, la plupart du temps, une priorité pour les autorités locales.

Le résultat montre qu'un pourcentage d'augmentation des subventions entraîne une augmentation des dépenses publiques locales de 0,045 % (7). Le niveau des subventions reçues du gouvernement central tend à augmenter les dépenses publiques locales.

Tableau 4: Décentralisation fiscale et dépenses publiques locales

Variables	Variable dépendante: Dépenses publiques locales							
	MCO				Effet fixe			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
DF	0.067*** (0.009)	0.065*** (0.008)	0.059*** (0.009)	0.049*** (0.008)	0.064*** (0.009)	0.064*** (0.009)	0.063*** (0.009)	0.063*** (0.009)
lnRP		0.400*** (0.017)		0.336*** (0.022)	0.342*** (0.022)	0.341*** (0.022)	0.335*** (0.022)	0.335*** (0.022)
URBA		-0.036** (0.016)			-0.084*** (0.020)	-0.084*** (0.020)	-0.061*** (0.020)	-0.055** (0.024)
Mandat		-0.006 (0.029)				0.011 (0.036)	0.017 (0.036)	0.017 (0.036)
lnSUB		0.040*** (0.008)					0.045*** (0.010)	0.044*** (0.010)
Conflit		-0.065* (0.035)						-0.021 (0.042)
Constant	19.982*** (0.043)	11.736*** (0.350)	19.954*** (0.034)	13.557*** (0.429)	13.426*** (0.428)	13.416*** (0.430)	12.810*** (0.450)	12.828*** (0.451)
Observations	2,343	2,339	2,343	2,343	2,343	2,343	2,339	2,339
R-squared			0.021	0.114	0.122	0.122	0.129	0.130
Communes	213	213	213	213	213	213	213	213

Standard errors in parentheses *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Source : auteur

4.2.3 Endogénéité

Le problème de l'endogénéité est une question importante qui doit être prise en compte lors des estimations. Comme nous l'avons souligné plus haut, l'endogénéité a trois sources. Premièrement, la causalité inverse. L'objectif de notre étude est de voir l'effet de la décentralisation fiscale sur les dépenses publiques locales. Il peut également y avoir un effet de rétroaction des dépenses publiques locales sur la décentralisation fiscale. La deuxième source est l'erreur de mesure. Notre mesure de la décentralisation fiscale peut être sujette à des erreurs de mesure. Dans cette étude, nous mesurons la décentralisation fiscale comme la part des dépenses municipales dans les dépenses totales des municipalités. La décentralisation fiscale peut également être mesurée sur la base des revenus des municipalités comme la part des revenus municipaux dans les revenus totaux des municipalités (Banque mondiale, OCDE). La troisième et dernière source est le biais d'omission de variables. Les dépenses publiques dépendent d'un certain nombre de variables qui peuvent être politiques, économiques, sociales et même géographiques qui n'ont pas été prises en compte dans cette étude en raison de l'accessibilité des données. Afin de corriger ces difficultés, nous utilisons une technique de variable instrumentale de la méthode des moments généralisés.

Les résultats des estimations sont présentés dans le tableau 5. Pour nous rassurer sur le traitement efficace de l'endogénéité, nos résultats issus de l'estimateur GMM en système fournissent un certain nombre de tests de diagnostic qui confèrent une validité à notre estimateur. Il s'agit notamment du test de Hansen pour la validité des instruments de non-suridentification du modèle dans une partie et des tests AR(1) et AR(2) pour la corrélation sérielle de premier et de second ordre dans la seconde partie respectivement. Ainsi, l'hypothèse H_0 de validité des instruments du test de Hansen est rejetée. En d'autres termes, la non-significativité des statistiques de Hansen indique que les instruments utilisés sont valides et que le modèle ne souffre pas de sur-identification. En outre, la valeur p de la statistique AR (1) significative dans toutes les colonnes reflète l'absence de corrélation de premier ordre dans le modèle, et la non-significativité de la statistique AR (2) reflète l'absence de corrélation de second ordre.

Les résultats du tableau 3 sont similaires à nos résultats de base. La variable retardée d'une période des dépenses publiques locales affecte positivement et significativement les dépenses publiques locales en année t. Un pourcentage d'augmentation de la décentralisation fiscale conduit à une augmentation des investissements publics locaux de 0,092 (4) %. Les variables de contrôle ont également le même effet que dans les résultats principaux. L'augmentation d'un pourcent des recettes propres et des subventions entraîne une augmentation des dépenses publiques respectivement de 0,456% (3) et 0,033 (5). L'urbanisation et le conflit affectent négativement les dépenses publiques locales. Les communes qui ont subi des conflits dépensent moins que les communes qui n'ont pas subi de conflits. Les régions de l'Extrême Nord, de l'Est, du Sud-Ouest et du Nord-ouest ont fait face à des crises sécuritaires et socio-politiques ce qui entraîne des dégâts matériels et des pertes de vie humaines. Par conséquent, les populations auront tendance à s'éloigner de ces zones à risques pour trouver refuge ailleurs. Certains fonctionnaires vont abandonner leur poste ce qui va réduire les charges salariales.

Tableau 5 : Décentralisation fiscale et dépenses publiques locales avec GMM

Variables	GMM en système					
	Variable dépendante: Dépenses publiques locales					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
lnDPL I1	0.930*** (0.036)	0.720*** (0.082)	0.365*** (0.099)	0.247*** (0.082)	0.265*** (0.084)	0.423*** (0.077)
DF	0.078*** (0.029)	0.068*** (0.026)	0.063*** (0.023)	0.092*** (0.029)	0.087*** (0.029)	0.103*** (0.028)
lnRP		0.125*** (0.034)	0.456*** (0.059)	0.444*** (0.067)	0.403*** (0.070)	0.260*** (0.062)
URBA			-0.120*** (0.017)	-0.071*** (0.020)	-0.064*** (0.020)	-0.037** (0.016)
Mandat				-0.040 (0.029)	-0.029 (0.029)	-0.016 (0.024)
lnSUB					0.033*** (0.008)	0.033*** (0.008)
Conflit						-0.093** (0.043)
Constant	1.720** (0.766)	3.452*** (1.120)	4.046*** (1.238)	6.806*** (0.897)	6.678*** (0.889)	6.366*** (0.794)
Observations	1,917	1,917	1,917	1,917	1,914	1,914
Communes	213	213	213	213	213	213
AR(1)	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000
AR(2)	0.634	0.808	0.816	0.507	0.614	0.893
Instruments	20	21	34	32	33	36
Hansen	0.216	0.294	0.271	0.135	0.201	0.112

Standard errors in parentheses *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Source: auteurs

Conclusion

Le transfert de pouvoir et de compétences de l'Administration centrale vers les administrations locales a pour objectif de fournir des biens services adéquats et de qualité aux populations locales. Cette responsabilité des exécutifs communaux est motivée d'un côté par la proximité qui existe entre les décideurs locaux et les populations et d'un autre côté par la compétition inter-juridictionnelle. En effet, les décideurs locaux étant proches des populations ont une maîtrise parfaite des besoins de ces derniers à moindre cout, ce qui va permettre de réduire les inégalités, la pauvreté et améliorer le bien-être des populations grâce à un meilleur ciblage des plus pauvres. Aussi, les communes ont besoin d'une population importante car c'est elle qui paie les impôts et taxes et de ce fait augmente les recettes des communes. Comme le note Tiebout, les individus sont prêts s'installer et payer plus d'impôts dans les communes qui offrent les services qui sont conformes à leurs besoins. Ceci va entrainer les communes à investir davantage pour attirer les populations. Dans les deux cas, les dépenses des communes devront augmenter.

Cette étude analyse l'effet de la décentralisation fiscale sur les dépenses publiques sur un échantillon de 213 Collectivités Territoriales Décentralisées au Cameroun entre 2010 et 2020. Nous utilisons un certain nombre de techniques d'estimation pour obtenir nos

résultats. Tout d'abord, nous avons utilisé la technique des moindres carrés ordinaires car elle est simple à mettre en œuvre. Deuxièmement, nous avons utilisé l'effet fixe pour contrôler l'hétérogénéité non observée et troisièmement, la technique GMM a été utilisée pour corriger le problème d'endogénéité possible. Le premier résultat montre que, la décentralisation fiscale affecte positivement et significativement les dépenses publiques locales. En guise de robustesse, nous avons ajouté les variables, changer la mesure de la décentralisation fiscale, changer la technique d'estimation et désagréger les dépenses publiques en deux variables (dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissements). Les résultats sont restés conformes à nos résultats de base. En décomposant les dépenses publiques en dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissements nous trouvons que, la décentralisation fiscale affecte positivement et significativement les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissements. Toutefois, l'effet est plus prononcé sur les dépenses d'investissements avec une significativité de 1%. Pour le teste de sensibilité, nous avons divisé notre échantillon en deux selon le sexe des exécutifs communaux. Les résultats montrent que la décentralisation affecte positivement et significativement les dépenses publiques que les communes soient dirigées par les femmes que par les hommes. Toutefois, les coefficients de la décentralisation sont plus élevés pour les communes avec des hommes comme exécutifs.

Références bibliographiques

- Afonso, A., & Fernandes, S. (2006). Mesurer l'efficacité des dépenses des collectivités locales : données probantes pour la région de Lisbonne. *Études régionales* , 40 (1), 39-53.
- Agénor, PR (2011). Scolarisation et capital public dans un modèle de croissance endogène. *Economica* , 78 (309), 108-132.
- Alderman, H. (2002). Les élus locaux savent-ils quelque chose que nous ignorons ? Décentralisation des transferts ciblés en Albanie. *Journal of public Economics* , 83 (3), 375-404.
- Ammons, DN (1985). Obstacles courants à l'amélioration de la productivité dans les administrations locales. *Revue de productivité publique* , 293-310.
- Arellano, M., et Bond, S. (1991). Quelques tests de spécification pour les données de panel : preuve Monte-Carlo et application aux équations d'emploi. *Revue des études économiques*, 58 , 277–297.
- Arellano, M., et Bover, O. (1995). Un autre regard sur l'estimation des variables instrumentales des modèles à composantes d'erreur. *Journal of econometrics*, 68 , 29–51.
- Arends, H. (2017). Plus avec moins ? Décentralisation budgétaire, dépenses publiques de santé et performance du secteur de la santé. *Revue suisse de science politique* , 23 (2), 144-174.
- Barankay, I., et Lockwood, B. (2007). Décentralisation et efficacité productive de l'État : données des cantons suisses. *Revue d'économie publique* , 91 (5-6), 1197-1218.
- Bénassy-Quéré, A., Coupet, M., & Mayer, T. (2007). Déterminants institutionnels de l'investissement direct étranger. *Économie mondiale* , 30 (5), 764-782.
- Busemeyer, MR (2008). L'impact de la décentralisation budgétaire sur l'éducation et d'autres types de dépenses. *Revue suisse de science politique* , 14 (3), 451-481.
- Blundell, R., et Bond, S. (1998). Conditions initiales et restrictions de moment dans les modèles de données de panel dynamiques. *Journal of Econometrics*, 87 , 115–143.

- Blundo, G. et De Sardan, JPO (2001). La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest. *Politique africaine* , (3), 8-37.
- Bird, RM (2010). Fiscalité infranationale dans les pays en développement : revue de la littérature. *Document de travail de recherche sur les politiques de la Banque mondiale* , (5450).
- Boadway, R., et Shah, A. (2009). *Fédéralisme budgétaire : principes et pratique de la gouvernance multi-ordres* . Cambridge University Press.
- Brennan, G., et Buchanan, JM (1980). *Le pouvoir de taxer : fondements analytiques d'une constitution fiscale* . Presses universitaires de Cambridge.
- Caldeira, É. et Rota-Graziosi, G. (2014). La décentralisation dans les pays en développement : une revue de la littérature. *Revue d'économie du développement*, 22 (4), 5-37.
- Caldeira, É. (2011). « *Essais sur la décentralisation dans les pays en développement* » Université d'Auvergne - Clermont-Ferrand I.
- Cox, GW et McCubbins, MD (1986). La politique électorale comme jeu de redistribution. *The Journal of Politics* , 48 (2), 370-389.
- De Mello, L. (2001). Décentralisation budgétaire et gouvernance : une analyse transnationale.
- del Granado, FJA, Martinez-Vazquez, J., et McNab, RM (2018). Gouvernance décentralisée, composition des dépenses et préférences pour les biens publics. *Revue des finances publiques* , 46 (3), 359-388.
- Enikolopov, R., et Zhuravskaya, E. (2007). Décentralisation et institutions politiques. *Revue d'économie publique* , 91 (11-12), 2261-2290.
- Escobar-Lemmon, MC, et Funk, KD (2018). Représentation des femmes dans les gouvernements infranationaux. *Genre et représentation en Amérique latine* , 99-120.
- Estache, A., et Sinha, S. (1995). *La décentralisation augmente-t-elle les dépenses d'infrastructures publiques ?* (n° 1457). Publications de la Banque mondiale.
- Esteller Moré, A., et Solé Ollé, A. (2005). La décentralisation améliore-t-elle l'efficacité de l'allocation des investissements publics ? Preuves de l'Espagne. *Document de travail de l'IEB* 2005/05.
- Faguet, JP (2008). Les effets de la décentralisation sur l'investissement public : données et enseignements politiques de la Bolivie et de la Colombie. *The Journal of Development Studies* , 44 (8), 1100-1121.
- Faguet, JP (2004). La décentralisation accroît-elle la réactivité du gouvernement aux besoins locaux ? Preuves de Bolivie. *Journal of public economics* , 88 (3-4), 867-893.
- Fisman, R., et Gatti, R. (2000). Décentralisation et corruption. *Document de travail de recherche sur les politiques* , (2290).
- Fiszbein, A. (1997). L'émergence des capacités locales : leçons de la Colombie. *World Development*, 25(7), 1029-1043.
- Fjeldstad, Ohio et Heggstad, K. (2012). Mobilisation des revenus des collectivités locales en Afrique anglophone.
- Fouopi Djiogap, C., Manga, JRA, Onana, SP, & Bitoto, FE La décentralisation fiscale améliore-t-elle l'accès des populations aux services de santé et d'éducation au Cameroun ? *Revue africaine de développement*.
- Fox, RL, et Schuhmann, RA (2000). Genre et rôle du gestionnaire municipal. *Social Science Quarterly* , 604-621.
- Funk, KD, et Philips, AQ (2018). Documents complémentaires pour : « Budget représentatif : les femmes maires et la composition des dépenses des collectivités locales ».

- Gemmell, N., Kneller, R., et Sanz, I. (2013). Décentralisation budgétaire et croissance économique : décentralisation des dépenses et des recettes. *Economic Inquiry*, 51 (4), 1915-1931.
- Golem, S. (2010). Décentralisation budgétaire et taille de l'État : revue de la littérature empirique. *Théorie et pratique financières* , 34 (1), 53-69.
- Greene, WH (2008). L'approche économétrique de l'analyse de l'efficacité. *La mesure de l'efficacité productive et de la croissance de la productivité* , 1 (1), 92-250.
- Hayek, FA (1948). Individualisme et ordre économique : University of Chicago Press. Chicago, IL.
- Herwartz, H., et Theilen, B. (2017). Décentralisation budgétaire et dépenses publiques : données probantes issues de l'identification fondée sur l'hétéroscédasticité. *Revue d'analyse et de politique économiques de l'Université de Boston* , 17 (2), 39 mars 2016.
- Jalalzai, F. (2013). *Brisées, fissurées ou solidement intactes ? : Les femmes et le plafond de verre des dirigeants du monde entier* . Oxford University Press.
- Kappeler, A., & Vällilä, T. (2008). Fédéralisme budgétaire et composition de l'investissement public en Europe. *Revue européenne d'économie politique* , 24 (3), 562-570.
- Keynes, JM (1936). L'offre d'or. *The Economic Journal* , 46 (183), 412-418.
- Kis-Katos, K., et Sjahrir, BS (2017). L'impact de la décentralisation fiscale et politique sur l'investissement public local en Indonésie. *Journal of Comparative Economics* , 45 (2), 344-365.
- Koenker, R., et Bassett Jr, G. (1978). Quantiles de régression. *Econometrica : revue de la Société d'économétrie* , 33-50.
- Lagravinese, R., et Paradiso, M. (2012). Corruption et dépenses de santé en Italie.
- Lewis, BD, Nguyen, HT et Hendrawan, A. (2020). Responsabilité politique et prestation de services publics dans l'Indonésie décentralisée : avantage du mandat et performance des maires pour un second mandat. *Revue européenne d'économie politique*, 64 , 101910.
- Li, Y., et Zheng, J. (2017). Une analyse empirique de la décentralisation budgétaire sur les dépenses publiques. *Theoretical Economics Letters* , 7 (3), 398-405.
- Mandell, B., et Pherwani, S. (2003). Relation entre intelligence émotionnelle et style de leadership transformationnel : comparaison entre les sexes. *Journal of business and psychology* , 17 , 387-404.
- Manor, J. (1999). *L'économie politique de la décentralisation démocratique* . Banque mondiale.
- Miguel, E., et Zaidi, F. (2003). Les politiciens récompensent-ils leurs partisans ? Preuve de discontinuité de régression au Ghana. Consulté le 8 juin 2008.
- Mookherjee, D. (2006). Décentralisation, hiérarchies et incitations : une perspective de conception de mécanismes. *Journal of Economic Literature* , 44 (2), 367-390.
- Morgan, DR et England, RE (1984). Le programme de subventions globales pour les petites villes : une évaluation des changements programmatiques sous contrôle de l'État. *Revue d'administration publique* , 477-482.
- Oates, WE (2005). Vers une théorie de deuxième génération du fédéralisme fiscal. *Fiscalité internationale et finances publiques* , 12 , 349-373.
- Oates, W. (1972). *Le fédéralisme fiscal* . New York : Harcourt Brace Jovanovich.
- Olivier de Sardan, JP (1996). L'économie morale de la corruption en Afrique. *Politique africaine* , (63), 97-116.
- Onana, SP et Tchitchoua, J. (2018). Décentralisation et l'accès des populations aux services sociaux de base au Cameroun.

- Prud'homme, R. (1995). Les dangers de la décentralisation. *The World Bank Research Observer*, 10 (2), 201-220.
- Ravallion, M. (1999). *Quand la croissance est-elle favorable aux pauvres ?*. Publications de la Banque mondiale.
- Rodríguez-Pose, A., et Ezcurra, R. (2010). La décentralisation a-t-elle un impact sur les disparités régionales ? Une analyse transnationale. *Revue de géographie économique*, 10 (5), 619-644.
- Rondinelli, DA, Nellis, JR, & Cheema, GS (1983). Décentralisation dans les pays en développement. *Document de travail des services de la Banque mondiale*, 581, 13-28.
- Roodman, D. (2009). Comment faire xtabond2 : Introduction à la méthode GMM différentielle et système dans Stata. *The Stata Journal*, 9 (1), 86-136.
- Sacchi, A., et Salotti, S. (2016). Une analyse complète de la décentralisation des dépenses et de la composition des dépenses publiques locales. *Études régionales*, 50 (1), 93-109.
- Samoff, J. (1990). Décentralisation : la politique de l'interventionnisme. *Développement et changement*, 21 (3), 513-530.
- Sanogo, T. (2019). La décentralisation fiscale améliore-t-elle l'accès des citoyens aux services publics et réduit-elle la pauvreté ? Preuves tirées des municipalités ivoiriennes en situation de conflit. *Développement mondial*, 113, 204-221.
- Slater, D. (1989). Pouvoir territorial et État périphérique : la question de la décentralisation. *Développement et changement*, 20 (3), 501-531.
- Smith, A. (1776). 1976. Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations. R.H. Campbell et A.S. Skinner, Oxford : Oxford University Press. Adam Smith 145.
- Sousa, KMD, & Monte, PAD (2021). Composition des dépenses publiques et décentralisation budgétaire dans les collectivités locales brésiliennes : une analyse par régression quantile inconditionnelle avec données longitudinales. *Revista de Administração Pública*, 55 (6), 1333-1354.
- Stein, E. (1999). Décentralisation budgétaire et taille de l'État en Amérique latine. *Journal of applied economics*, 2 (2), 357-391.
- Sundström, A., et Stockemer, D. (2015). Quels sont les déterminants de la représentation politique des femmes au niveau local ? Une analyse fine des régions européennes. *Revue internationale de sociologie comparée*, 56 (3-4), 254-274.
- Tanzi, MV (1996). *Mondialisation, concurrence fiscale et avenir des systèmes fiscaux*. Fonds monétaire international.
- Tanzi, MV (1994). *Corruption, activités gouvernementales et marchés*. Fonds monétaire international.
- Tchitchoua, J. et Onana, SP (2020). Décentralisation et corruption au Cameroun : une analyse par la méthode logit sur panel. *Les cahiers du cread*, 36 (1), 103-127.
- Tiebout, CM (1956). Une théorie pure des dépenses locales. *Revue d'économie politique*, 64 (5), 416-424.
- Torres-Reyna, O. (2007). Analyse de données de panel à effets fixes et aléatoires avec Stata (v. 4.2). *Data & Statistical Services, Princeton University*, 112, 49.
- Treisman, D. (2002). Décentralisation et qualité du gouvernement. *Article non publié, Département de science politique, UCLA*.
- Vengroff, R., Nyiri, Z., et Fugiero, M. (2003). Système électoral et représentation des sexes dans les assemblées législatives infranationales : existe-t-il un écart entre les sexes au niveau national et infranational ? *Political Research Quarterly*, 56 (2), 163-173.
- Walras, L.É. ON (1874). *Politique économique. Première partie, Lausanne*.